



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Strasbourg, le 15/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTAL ENERGIES

875 rue de l'escadrille des cigognes
ZI Croix de Metz
54200 Toul

Références : -SPRA-PRA-26-R-310
Code AIOT : 0006208313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement TOTAL ENERGIES implanté 875 rue de l'escadrille des cigognes ZI Croix de Metz 54200 Toul. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été organisée afin de vérifier la mise en place des actions demandées suite à l'inspection du 28 avril 2025, et d'examiner la maîtrise des risques en lien avec le poste d'arrivée du gaz sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL ENERGIES
- 875 rue de l'escadrille des cigognes ZI Croix de Metz 54200 Toul
- Code AIOT : 0006208313
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Total Energies exploite sur son site de Toul une installation de production d'électricité dont le suivi au quotidien est assuré par les équipes de Siemens Energy.

C'est une centrale thermique qui utilise les cycles thermodynamiques d'une turbine à gaz et d'une turbine à vapeur pour produire de l'électricité.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Dossier de fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Etude de dangers	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien mis en place les actions nécessaires pour répondre aux suites de l'inspection du 28 avril 2025.

Néanmoins, lors de cette inspection, l'exploitant n'a pas pu démontrer que certaines tuyauteries sont bien protégées contre le risque de surpression. Des justificatifs sont donc attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Le tableau listant notamment les réservoirs, générateurs de vapeurs, et vases d'expansion a été présenté lors la présente inspection. Il inclut dorénavant le type d'ESP (Équipements Sous Pression) et le régime de chaque équipement.

L'erreur de périodicité pour le générateur de vapeur (tubes d'eau HAH10) a par ailleurs été corrigée.

Les tableaux listant les tuyauteries ont également été présentés. Les erreurs sur les intitulés de colonne signalées lors de la dernière inspection n'ont toutefois pas été corrigés.

L'exploitant reconnaît qu'il y a eu un oubli. Il s'engage à transmettre les tableaux mis à jour dans les jours suivants cette inspection. Le 1er avril 2026, l'Inspection a reçu par e-mail les tableaux corrigés.

En conclusion, l'exploitant a bien pris en compte l'ensemble des manques et des erreurs signalés lors de l'inspection du 28 avril 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant proposera dans un délai d'un mois une action corrective afin de disposer de listes conformes à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier de fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 28 avril 2025, il a été constaté que l'identification des accessoires de sécurité et de leurs paramétrages n'apparaissaient pas clairement dans les dossiers de fabrication des équipements.

En réponse à ce constat, l'exploitant a dans un premier temps complété les tableaux listant les équipements (tableaux évoqués au constat précédent). Une colonne a été ajoutée afin de mentionner la liste et l'identification des accessoires de sécurité associés à chaque équipement.

Ce point a été vérifié pour les équipements suivants : échangeur n°00EKC12AC001, tuyauterie n°00EKE22BR020 et tuyauterie n°10LBA20BR001.

De plus, l'exploitant a réalisé, via un prestataire, une mise à jour homogène de l'ensemble de ses dossiers de fabrication. Un exemple avec l'échangeur n°00EKC12AC001 a été examiné lors de l'inspection.

En lien avec les équipements ci-dessus, l'Inspection a examiné les accessoires de sécurité associés à ceux-ci :

1/ Echangeur n°00EKC12AC001 : vu PV de contrôle du 05/08/2025 de fonctionnement de la soupape,

2/ Tuyauterie n°00EKE22BR020 : vu PV de contrôle du 05/08/2025 d'une des 4 soupapes (00EKE21AA191),

3/ Tuyauterie n°10LBA20BR001 : vu PV de contrôle du 03/01/2025 de la soupape n°10LBA10AA191.

En conclusion, l'exploitant dispose maintenant de dossiers de fabrication conformes à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Risques en lien avec liés à l'arrivée du gaz sur le site
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.
Constats : Étant donné la sensibilité de certaines informations, le détail des échanges et constats est présenté dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...] V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en oeuvre dans les équipements qu'ils protègent. [...] Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance. VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien
Constats : Les tuyauteries enterrées n°00EKG10BR005 (PS = 75 bar, DN250), 00EKG10BR008 (PS = 75 bar, DN250) n°00EKG50BR004 (PS = 10 bar, DN200), 00EKG50BR005 (PS = 10 bar, DN200) et aérienne 00EKG10BR008-1 (PS = 75 bar, DN250), 00EKG10BR006 (PS = 75 bar, DN250), 00EKG10BR010 (PS = 75 bar, DN250), 00EKG10BR020 (PS = 75 bar, DN250), 00EKE20BR010 (PS = 75 bar, DN250),

00EKG50BR005-1 (PS = 10 bar, DN200) ne disposent pas d'accessoires de sécurité. Des accessoires de sécurité sont présents en aval, cependant plusieurs vannes sont disposées entre ces tuyauteries et les accessoires de sécurité précités. A noter que la sécurité d'exploitation n'a pas été évaluée en application de l'article 30 (cas des accessoires de sécurité isolables) de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récepteurs à pression simples. Par ailleurs, ces tuyauteries sont situées en aval de deux postes de livraison de gaz naturel exploités par un opérateur de gaz. L'un des postes de livraison dispose d'une détente. Or, les retours d'expérience chez les opérateurs de gaz montrent qu'un dépassement de pression de livraison est possible. Il existe donc un risque que de tels dépassements, s'ils devaient se produire, détériorent la tuyauterie et altèrent le bon fonctionnement des unités qu'elles alimentent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre des justificatifs permettant de démontrer que les tuyauteries citées dans le constat sont protégées contre le risque de surpression, à l'aide notamment d'un ou plusieurs accessoires de sécurité installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par la réglementation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

☐ Information sensible ⁽¹⁾

☐ Secret industriel

☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Etude de dangers
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25

Information confidentielle :

A la lecture de l'étude de dangers (EDD), l'Inspection a constaté que l'exploitant ne prenait pas en compte les risques en lien avec le poste d'arrivée de gaz situé à la limite du site.

Après échanges avec l'exploitant, l'observation de vues aériennes, et la vérification sur site, il s'avère que le poste d'arrivée de gaz est enterré, tout comme la première partie des tuyauteries reliées à celui-ci. Ainsi, il n'y a aucune tuyauterie extérieure à proximité des limites du site.

Par ailleurs, lorsque la ligne devient aérienne, les phénomènes dangereux ont bien été étudiés dans l'EDD.

Conformément au § 1.1.12 de la circulaire du 10/05/10 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, certains phénomènes dangereux peuvent être considérés comme physiquement impossibles au sein d'un établissement.

Les tuyauteries enterrées sont concernées : *"si des tuyauteries ou capacités enterrées sont protégées de toute agression thermique ou mécanique que l'on peut imaginer sur un site, il sera considéré après démonstration dans l'étude de dangers comme physiquement impossible que ces tuyauteries ou capacités soient rompues par une agression thermique ou mécanique"*.

La partie sur laquelle sont situées les tuyauteries enterrées n'est pas exploitée. Elle est grillagée et un permis de travail est obligatoire pour réaliser des travaux. L'exploitant confirme qu'elle n'est soumise à aucune agression thermique ni mécanique. Il conviendra toutefois de le documenter (exemples : pour les effets thermiques, disposer d'une hauteur de recouvrement suffisante au dessus de la tuyauterie. Pour les effets de surpression, disposer d'une dalle de protection ou d'une surépaisseur de la tuyauterie permettant de supporter une agression mécanique).

L'exclusion des phénomènes dangereux en lien avec le poste d'arrivée de gaz et les tuyauteries associées est donc acceptable. Il conviendra de compléter l'EDD dans ce sens lors d'une prochaine mise à jour.